

0,4° au nord de l'équateur : une souveraineté à l'abandon

AL'AUBE du XXI^e siècle, la nation kényane est confrontée à un problème de souveraineté dans l'ensemble de ses territoires situés au-delà de 0,4° au nord de l'équateur, essentiellement occupés par des sociétés pastorales représentant 20 % de la population du pays. La vie de ces sociétés pastorales est caractérisée par la lutte contre un environnement difficile mais aussi par des rivalités intercommunautaires. Les savoirs locaux et leurs systèmes de résolution des conflits leur permettaient traditionnellement de survivre dans un environnement hostile mais aussi de résoudre les tensions qui les divisaient. Au milieu des années 80 et sous l'influence de facteurs endogènes et exogènes, les conflits inhérents à cette région se sont transformés au point de menacer la souveraineté de l'État. Parmi les facteurs exogènes, rappelons que l'effondrement des États-nations voisins (Somalie, Éthiopie et Soudan) a provoqué des guerres civiles qui ont amené dans le nord du Kenya une prolifération d'armes modernes. L'équilibre des pouvoirs au sein des sociétés pastorales s'en est trouvé déstabilisé, ce qui a contribué à l'instabilité de la région. De plus, ces États voisins ont armé et formé militairement certaines communautés qui sont devenues l'instrument de leur projet régional hégémonique et ont été lancées au-delà de leurs frontières.

Le Kenya est un État néopatrimonial dont l'élite cherche à assurer sa survie politique et ses opportunités d'enrichissement. Dans ce cadre, les communautés au nord de l'équateur sont reléguées à la périphérie et laissées aux mains des pouvoirs embryonnaires de seigneurs de la guerre. Les tensions ne sont plus résolues par une police censée détenir le monopole de la force légitime mais par des groupes armés plus ou moins contrôlés. On assiste ainsi à l'émergence d'un quasi-état de nature, d'une guerre totale dans laquelle se sont engouffrés Turkana, Samburu, Pokot, Marakwet, Rendille, Borana et Somali. Ces situations de conflits permanents ont pris le dessus dans toute la zone comprise entre le lac Turkana

et Garisa, Wajir et Isiolo, Samburu et Marsabit, Lokichoggio et Marakwet (1).

L'État bat en retraite dans le Nord et l'équateur divise maintenant le pays en deux secteurs. La région Nord présente aujourd'hui deux caractéristiques majeures : la collusion entre le pouvoir d'État et des seigneurs de guerre politiquement corrects et une population fortement armée mais peu politisée. Le retrait de l'État dans cette zone a favorisé le trafic d'armes, les vols de bétail, le pillage incontrôlé des ressources minières et les situations de guérillas.

Comment expliquer la violence endémique qui touche le nord du Kenya ? Certains proposent des explications culturalistes : ces populations pastorales ont une tradition belliqueuse ; leurs sociétés fonctionnent à la razzia, à la guerre. D'autres préfèrent articuler cette tendance au problème de l'ethnicité. Atieno Odhiambo (2), Osoghae Eghosa (3) décèlent la cause de ces conflits dans l'excessive centralisation du pouvoir politique, dans le contexte de pluralisme ethnique et de marginalisation socio-économique et politique de certains groupes. Interpréter ces conflits en terme d'ethnicité revient à ne pas séparer des variables manifestement contradictoires. En Afrique, et tout particulièrement au Kenya, le recours au langage de l'ethnicité par la classe dirigeante permet une mobilisation politique et masque la prédation. Des activités pirates sont commises par une clique de prédateurs certes multiethnique mais qui, pour garder sa position de pouvoir, ressent le besoin de mobiliser et de polariser les communautés sur des bases ethniques. Des variables telles que l'ethnicité, la religion, la culture, le militarisme deviennent le menu à partir duquel la politique s'organise, mobilise et contrôle les communautés.

Ces pratiques sont aujourd'hui confrontées à un contexte nouveau : la réduction du gâteau du patronage pousse les élites politiques à trouver de nouveaux champs d'accumulation. Elle exploite le filon des terres publiques (qu'elle privatise), des cimetières (des terrains souvent bien situés et qui sont revendus), des réserves routières et des propriétés appartenant aux institutions de recherche. En outre, les hommes au pouvoir ont créé des autonomies régio-

(1) Au total, 15 districts ont été affectés par ces conflits dont certains situés au sud de l'équateur. De ce fait, les deux tiers du territoire kényan se trouvent soumis au banditisme.

(2) Atieno Odhiambo, « The Agrarian Question and Politics in Kenya, 1995-1993 », in *Development, Change and Conflict in the South*, 1994, pp. 105-114.

R. Barongo Yolamu, « Pluralism and Political Centralization : The Basis of Political Conflict », in Kumar Rupensinghe

(ed.), *Conflict Resolution in Uganda*, Londres, James Currey, 1989, pp. 65-90.

M. Mamdani, « Africa : Democratic Theory and Democratic Struggles », *Economic and Political Weekly*, Vol. XXVII, n° 41, 1992, pp. 2228-2232.

(3) E.E. Osoghae, « Ethnicity in Africa or African Contextual Understanding », in Himmerlstand et al. (ed.), *African Perspectives on Development Controversies, Dilemmas and Openings*, 1994.

nales informelles qui permettent à des membres de la coalition d'organiser des vols de bétail et des trafics d'armes. En échange de leur impunité les leaders de communautés kamatusa (Kalenjin, Maasaï, Turkana, Samburu) soutiennent et participent aux nettoyages ethniques de la vallée du Rift et de certaines parties des provinces de l'Ouest et de la Côte, qui visent à en évincer les populations supposées hostiles à la KANU (Kenyan African National Union). Ainsi, les prédations dans le Nord permettent au régime de s'assurer des clients « bien nourris » alors même que le gâteau national se rétrécit (crise économique oblige). Cette situation permet parallèlement à l'État de redéployer ses forces armées dans le Sud, près des zones urbaines où la contestation politique est forte.

Les origines coloniales et post-coloniales de la violence

Quand la sécheresse menace leur bétail, ces communautés ont recours au vol pour compenser leurs pertes. Ce type d'action est perçu comme un signe de courage et de force ; il permet de s'enrichir mais aussi de se marier. En période précoloniale, ces vols respectaient un certain nombre de règles et étaient régulées par des médiations qui prévenaient les excès.

Avec le colonialisme, la création des frontières a restreint la liberté de mouvement de ces groupes sans nécessairement leur donner accès aux indispensables points d'eau. Ce contrôle territorial a complètement dérégulé un mode de vie très dépendant de l'écosystème. De plus, aucun effort n'a été fait pour associer économiquement et politiquement ces communautés à leurs voisins sédentaires. Dès l'indépendance, la nouvelle nation était ainsi fortement différenciée et polarisée entre deux régions : le Sud, relativement développé et peuplé par des communautés sédentaires qui constituent 80 % de la population, et le Nord, des sociétés pastorales non développées, dépourvues d'infrastructures de base et forcées d'avoir recours au vol de bétail pour survivre.

Le processus constitutionnel de Lancaster House a ainsi conduit au mariage forcé de différentes communautés sans que naisse un consensus sur ce que devait être la citoyenneté au sein du nouvel État. Jamais n'a été proposée la mise en place d'un programme de développement destiné à combler les inégalités entre les régions Nord et Sud du pays. Certaines communautés se sont vues octroyer une citoyenneté légale (purement formelle), d'autres ont reçu une véritable citoyenneté politique.

Le premier gouvernement issu de l'indépendance a, de plus, conservé l'ensemble des structures légales de l'époque coloniale pour administrer les districts de la moitié Nord du pays. Dès 1963,

les Somali, les Borana et les Rendille ont contesté leur intégration forcée dans l'État kényan et, avec le soutien de la Somalie, la région s'est engouffrée dans une tentative de sécession. La réponse de l'État kényan fut rapide et brutale. Employant les méthodes anti-insurrectionnelles bien rodées pendant l'insurrection mau-mau, le gouvernement kényan a rapidement réglé la question, appuyé par l'ancienne puissance coloniale.

Les mouvements de populations ont été interdits, le bétail saisi et les Somali furent transformés en vagabonds démunis. En 1967, ces communautés ont finalement accepté un arrangement avec le gouvernement kényan : l'accord d'Arusha négocié par le président Nyerere. Pour autant, celui-ci n'a pas cherché à mieux intégrer ces régions au reste du pays. Au contraire, après l'adoption du *Sessional Paper n° 10* de 1965, dont la philosophie était de concentrer le développement dans les régions les plus aptes à stimuler la croissance économique, les régimes de Kenyatta et de Moi ont renforcé les disparités entre les communautés pastorales et leurs voisins sédentaires. Les gouvernants n'ont jamais cherché à créer dans ces zones Nord un environnement économique favorable au développement. Plus grave encore, ils ont contribué à ancrer l'idée que ces régions sont difficiles à administrer et d'un intérêt négligeable. Être nommé dans ces régions est considéré comme une punition par les fonctionnaires originaires des communautés sédentaires qui comprennent mal les cultures et les styles de vie de ces communautés pastorales.

Irrédentisme, effondrement de l'État-nation et conflits aux frontières

Les guerres irrédentistes menées par la Somalie contre l'Éthiopie et le Soudan (et indirectement contre le Kenya), l'effondrement des États éthiopiens ou ougandais et les conflits internes au Soudan ont eu un impact considérable sur ce milieu très volatile. Ils ont contribué à modifier la dynamique de la résistance politique de ces régions. Ces conflits ont non seulement inondé le Nord du Kenya d'armes à feu sophistiquées, mais ils ont détruit l'équilibre des forces entre les communautés. Lorsque les États de la région ont commencé à armer certains groupes, ils ont transformé des accrochages mineurs en véritables guerres intercommunautaires.

La chute du régime d'Amin marque le début de l'effondrement des systèmes régionaux de régulation des conflits. Elle a facilité l'achat d'armes par les Pokot (par l'intermédiaire de leurs cousins, les Tepes d'Ouganda) et les Karamojong. Ces deux groupes ont alors systématiquement attaqué leurs voisins et ont pu résister aux

gouvernements de la région. Entre 1979 et 1984, les attaques des Pokot contre des Marakwet et les Turkana ont été si meurtrières qu'elles ont nécessité de véritables actions de pacification de la part de l'État. Certaines personnalités politiques, à l'instar du député de Kapenguria Francis Lotodo (4), ont même été emprisonnées. La plupart des Turkana ont été désarmés. Cependant, de nombreux Pokot sont parvenus à se cacher dans les montagnes de Cherangani et à conserver leurs armes. Lorsqu'en 1983 une condamnation internationale a forcé le gouvernement à arrêter son action militaire, les Pokot ont repris leurs attaques contre leurs voisins, en particulier les Turkana. A la même époque, le gouvernement soudanais armait les Toposa (une ethnie du Sud-Soudan, voisine des Turkana), afin de les utiliser contre le SPLA (Sudan's People Liberation Army) et contre les Turkana du Kenya. Les autorités soudanaises guignaient le triangle d'Elemi (5). Pour obtenir la souveraineté sur cette zone, ils ont lancé les Toposa, militairement aguerris et bien armés, contre les Turkana et ont fait passer l'opération pour du vol de bétail.

Pris en tenaille entre les attaques des Toposa au nord, des Pokot au sud et des Karamojong à l'ouest, les Turkana ont négocié avec leurs cousins, les Karamojong, la possibilité d'acquérir des armes. Ils en ont également acheté aux Somali de la province du Nord-Est, où l'insécurité était devenue endémique à la suite du conflit entre la Somalie et l'Éthiopie. De plus, les sécheresses ont à l'époque décimé les troupeaux et tari de nombreux points d'eau. Des conflits pour l'eau et le bétail se sont alors déclenchés entre les Turkana et les Samburu, les Rendille et les Borana, et entre les différents clans Somali. Les représentants de l'État ont notamment tenté d'intervenir entre deux de ces clans, les Degodia et les Aju-ran. Il en a résulté une tuerie faisant plus de 2 000 victimes degodia : le massacre de Wagala (du nom de l'aérodrome).

(4) Francis Lotodo a été par la suite relâché et est devenu ministre. Il est aujourd'hui encore au gouvernement, ce qui ne l'empêche pas de persister dans ses déclarations belliqueuses incitant les Pokot à s'attaquer aux groupes non kamatusa (qui n'appartiennent pas aux communautés originaires de la Rift Valley). Il a également été impliqué dans des vols de bétail ainsi que dans des opérations de nettoyage ethnique.

(5) Le tracé de la frontière entre le Kenya et le Soudan n'a jamais été clarifié par les Britanniques. Le triangle d'Elemi est réputé riche en ressources naturelles comme le pétrole, l'or et le mercure. Il est revendiqué par le Soudan mais les Turkana le considèrent comme leur terre ancestrale.

L'émergence de seigneurs de la guerre et le retrait de l'État

Dans les années 90, une nouvelle configuration de conflits est apparue avec l'émergence des seigneurs de guerre et le développement de circuits de commercialisation du bétail volé. De ce fait et en raison des contrecoups de la politique interventionniste de l'État kényan dans le conflit somalien, la situation de la province du Nord-Est s'est particulièrement aggravée. Après les élections de 1992, les seigneurs de la guerre ont fait leur apparition pour aider le gouvernement à récupérer les territoires que le verdict des urnes avait soustraits à l'influence KANU.

L'une des caractéristiques de ce processus fut la transformation de bandes armées en milices et en groupes de vigilance à caractère ethnique attaquant les opposants politiques en toute impunité. La formation de ces armées privées a eu des conséquences importantes sur l'État. Au nord de l'équateur, il a abandonné sa souveraineté et a redéployé ses forces armées dans les villes du sud du pays. D'énormes efforts ont été également faits pour former l'armée à la lutte urbaine et des équipements anti-émeute ont été achetés.

Dans le Nord, la violence exercée par des Kényans sur leurs concitoyens s'est progressivement institutionnalisée. Cela ne signifie pas que la présence militaire soit insuffisante. En fait, des bataillons entiers sont en poste dans les bases de Liboi, Garissa, Wajir, Marsabit, Archers Post, Marala, Isiolo, Lodwar, Lokichoggio et Kapenguria, mais ils n'interviennent que très rarement dans ces conflits armés. En l'absence de directives claires, les officiers évitent de se mêler des conflits entre pasteurs. En effet, la plupart d'entre eux appartiennent aux communautés sédentaires et sont peu motivés pour se faire tuer pour le Nord. De plus, cela permet à la classe dirigeante de placer les troupes originaires du Nord.

En échange du soutien que certaines élites des communautés pastorales apportent à la classe dirigeante, l'État ferme les yeux sur leurs activités illégales. Ces élites peuvent ainsi voler du bétail (si possible aux communautés non kamatusa afin d'affaiblir ces populations « indésirables ») et le transporter impunément vers les trois marchés importants : la guérilla SPLA, le Moyen-Orient via la Somalie et les centres urbains (en particulier Nairobi). Ce commerce entretient l'achat des armes.

Cette organisation par le haut des vols de bétails et la rationalisation de ces pratiques ont permis de maximiser les profits, et ont rendu cette activité très attrayante. Ainsi, les jeunes Pokot ou Turkana qui travaillaient pour l'armée sont de plus en plus nombreux à désertier pour rejoindre les milices, trop heureuses d'intégrer des recrues aguerries.

Autre évolution des modalités des vols de bétail : les gangs ne se contentent plus de prendre le bétail ; ils s'attaquent également aux personnes et détruisent les biens. Ce sont les Pokot qui ont le plus systématiquement exploité ce filon. Leurs attaques ont essentiellement affecté les districts de Trans Nzoia et Marakwet. Depuis 1991, dans la division de Kwana et sous prétexte de fédéralisme (majimbo), les Pokot se sont livrés à des razzias qui ont obligé plus de 9 000 personnes à quitter la région : 8 200 hectares sont depuis en friche et transformés en pâturages. Du coup, ce grenier à grain du Kenya n'est plus capable d'assurer son autosuffisance alimentaire (6). A l'origine, ces conflits n'affectaient que les communautés non kamatusa, et l'élite kalenjin s'en souciait peu. Mais quand les Pokot ont retourné leurs fusils contre les communautés nandi, affirmant que le district de Trans Nzoia leur appartenait, une réunion fut rapidement organisée par le gouvernement à Kolongolo afin de trouver une solution à ce nouveau conflit.

La réunion a clairement mis en évidence la responsabilité de Francis Lotodo derrière ces attaques. En dépit des appels leur enjoignant de mettre fin aux conflits, Francis Lotodo s'est entêté à revendiquer l'occupation du district de Trans Nzoia par les Pokot, s'opposant directement au tout-puissant Nicholas Biwott.

Les Pokot sont en effet solidement armés, bien entraînés et, lors des affrontements avec l'armée, ils ont régulièrement le dessus. Cela ne manque pas de démoraliser les forces de l'État et incite leurs victimes à prendre les armes pour se défendre par leurs propres moyens. Ainsi, malgré les dénonciations, les voleurs de bétail ne sont jamais arrêtés et les bêtes volées sont acheminées vers le marché de Nairobi dans des véhicules appartenant à des *big men* locaux.

L'impunité de Francis Lotodo lui vient des services qu'il rend à l'élite gouvernementale. Lors des élections générales, il a assuré efficacement le succès de la KANU à Kapenguria et dans le district de West Pokot. De plus, les attaques des Pokot sur les Turkana ont permis à la classe dirigeante d'assurer la mainmise sur les ressources de la région. Elle a pu ainsi développer des activités minières sous couvert d'une firme sud-africaine, Executive Outcomes (7). Les activités de quelques chefs de guerre devenus grands commerçants de bétail, comme Francis Lotodo, multiplient les conflits dans la région. En effet, depuis 1997, ses troupes s'attaquent à des zones du district de Marakwet. En retour, les Marak-

(6) Le coût moyen d'une vache est de 10 000 Ksh, de 3 000 Ksh pour une chèvre, de 2 500 pour un mouton et de 120 000 pour un chameau (1 FF = 10 Ksh). Depuis 1991, date du début des conflits, plus de 217 personnes ont perdu la vie dans cette région (*Standard*,

13.02.1997). Dans les localités de Lunya et Kabomoi, plus de 8000 têtes de bétail ont été volées. En novembre 1996, 14 personnes ont été tuées et 6 000 têtes de bétail dérobées, les écoles ont été fermées et les activités commerciales stoppées.

(7) *Daily Nation*, 17.10.96.

wet ont attaqué plusieurs villages pokot, brûlé les maisons et les écoles, emporté le bétail. Le combat a duré plusieurs jours sans que les forces de l'ordre n'interviennent (8).

Plus au nord, les Turkana supportent les attaques des Pokot, des Toposa et des Ndongilo. Ils subissent de plus une famine endémique qui les a amenés à razzier de nombreux villages samburu, amenés à leur tour à s'armer et à se battre. Les relations entre communautés turkana et samburu se sont également compliquées en raison des ambitions politiques de leur élite. Peter Lenges, un Samburu, élu au Parlement grâce aux voix turkana, aurait fomenté le massacre de Mirti afin de chasser de sa circonscription les Turkana qui se proposaient de lui opposer leur propre candidat (9). Selon le député de Turkana-Nord, Japheth Ekidar Ekido, cette tuerie fut organisée lors de réunions tenues par la Maa Development Association dans les locaux du Samburu County Council mais également à Loiangalami, Maralal, Baragoi et Morijo. Lors de ses assemblées, des discours enflammés incitant les Samburu à s'attaquer aux Turkana ont été tenus ; aucun des orateurs n'a été menacé par la police. Pour mener leur raid les Samburu se sont alliés aux Gabra et aux Pokot. Il fallut l'intervention du GSU et d'hélicoptères de l'armée pour mettre fin à cette offensive.

Les Samburu ne sont pas épargnés par les agressions et même les massacres. En juin 1996, ils ont été attaqués à trois reprises (à Archers Post, Lengawat Lematilel et Lkumruki Letimorti) et ont perdu plus de 10 000 bêtes. Au mois de juillet, les raids ont repris (trois morts, cinq blessés et des centaines de déplacés). De nombreuses écoles ont dû fermer (10). En août, les hostilités se sont intensifiées, obligeant l'armée kényane à intervenir. Durant les accrochages, le *district commissioner* du Turkana fut tué ainsi que deux officiers. Les autorités ont alors essayé d'isoler le district du Turkana mais en dépit d'un incroyable déploiement de forces (tanks, véhicules blindés, troupes d'infanterie...), les Turkana sont parvenus à déjouer le cordon de sécurité et à faire entrer sur leur territoire plus de 15 000 têtes de bétail.

Au nord-est, l'impact des conflits extérieurs

L'effondrement du régime de Siad Barré a eu pour effet de plonger la province du Nord-Est dans une situation proche de l'état de nature. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution drama-

(8) *Nation*, 18.4.97.

(9) *Mwananchi*, 1997. Informations confirmées dans le cadre d'interviews auprès de membres du Comité diocésain de Justice et Paix (Église catholique).

(10) Notamment les écoles de Twale, Gatuk Ongiro, Ngutuk Almunget, plus Lenwai, Nsunyai et Lengusanka.

tique : l'arrivée de réfugiés somali trop nombreux, la prolifération d'armes de guerre et enfin le soutien que le gouvernement kényan a dispensé à certaines factions du conflit somalien. A la fin des années 80, le président Moi s'est allié au régime de Siad Barré, en contrepartie d'une cessation de tout soutien aux leaders shifta et au banditisme endémique touchant la province du Nord-Est. Après la chute du régime somalien, le gouvernement kényan soutint le général Mohammed Hersi Morgan (le gendre de Siad Barré) : il lui fournit des armes et ouvrit pour ses milices des bases d'entraînement militaire (11). Cet engagement partisan du Kenya aux côtés de Morgan a provoqué des réactions de la part des autres seigneurs de guerre. Ainsi, le général Mohamed Farah Aïdid a multiplié les incursions sur le territoire kényan, amplifiant l'anarchie qui règne dans cette zone.

Depuis le début des années 90, la situation a ainsi nettement empiré. Les troupes de Morgan ont impunément razzié le bétail de la région de Wajir, obligeant ces populations à désertir des pâturages importants, et ce, dans une période d'intense sécheresse ; elles ont également attaqué des postes de police kényans afin de dérober leurs armes (plusieurs militaires kényans ont été tués), sans que le gouvernement ne mette un bémol au soutien qu'il apporte à ce chef de clan.

Le banditisme s'est systématisé : le gouvernement lui-même a confirmé que, durant le premier semestre 1992, 173 personnes ont été tuées et 70 000 têtes de bétail volées. Mais il a sa part de responsabilité dans cette situation : en 1993, l'administration a confisqué sous prétexte de razzia 10 000 animaux à de riches propriétaires de la région qui n'avaient pas voté pour la KANU lors des élections de 1992. A Wajir, c'est le *councillor* (administrateur communal) de Batatu, Osmad Dawood, qui est accusé d'organiser l'insécurité de cette zone. Quand elles ne sont pas complices, les forces de l'État se révèlent largement incapables de garantir la paix et de désarmer une population qui s'organise en milice, pour se défendre contre les attaques dont elle est sujette.

De 1992 à 1995, l'ensemble des routes de la province Nord-Est était passé sous le contrôle de bandits qui déplaçaient leur campe-

(11) Un hélicoptère de l'armée kényane a été battu en Somalie, démontrant ainsi l'engagement du Kenya dans ce conflit. De plus, il faut rappeler que Siad Barré, l'ancien président de la Somalie, est longtemps resté l'hôte du Kenya (il résidait dans un hôtel 5 étoiles de Nairobi), jusqu'à ce que l'indignation publique le force à partir pour le Nigeria. Certains commentateurs estiment que Moi a fortement soutenu Barré afin de se ménager une issue de sortie dans l'hypothèse où l'opposition l'évincerait du pouvoir. La Somalie serait

alors une base de reconquête du pays (Monbiot, 1994 ; Musambayi, 1994). G. Monbiot, *No man's land : an investigative journey through Kenya and Tanzania*, Londres, Macmillan, 1994.

« The Political Economy of Constitution Making », in M. Ngunyi (éd.), *The Politics of Constitution Making and the Crisis of the Nation State*, à paraître.

N.G. Nzongola, *Revolution and Counter Revolution in Africa*, Londres et New Jersey, 1987.

ment dès que les forces de l'ordre s'avéraient trop nombreuses. Les gens ne pouvaient se déplacer dans la région qu'au sein de convois bien protégés. Le même type de banditisme est également devenu endémique dans les districts d'Isiolo, de Marsabit, de Kitui, de Tana River et de Lamu.

Un peu plus à l'ouest, du côté des districts de Marsabit et de Moyale, la situation n'est pas meilleure. Les forces éthiopiennes traversent régulièrement la frontière kényane pour sévir contre les Borana accusés d'abriter les rebelles du Front de libération oromo. Les armées tigréennes de l'EPDF (Ethiopian People Democratie Front) ont également kidnappé des Borana sur le territoire kényan. Jusqu'à présent, les autorités kényanes se sont peu émues de ces incursions et évitent toute tension avec l'Éthiopie de peur que ce pays ne devienne une menace supplémentaire à l'instar de l'Ouganda (12).

Les luttes entre les Pokot, les Turkana, les Samburu, les Marakwet, les Borana et les Somali, que l'on considérait à l'origine comme des accrochages entre communautés traditionnellement antagoniques se sont transformées en véritables guerres affectant toute la zone 0,4° au nord de l'équateur.

Il devient de plus en plus évident que le gouvernement a rétro-cédé le contrôle de cette région et qu'il ne garde une certaine emprise qu'au travers d'une coalition lâche d'intérêts régionaux. Quand le règne du président Moi prendra fin, l'État-nation sera contraint de se poser la question de la souveraineté dans ces zones. Il devra réintégrer ces régions dans le giron de l'État, ce qui ne sera pas évident, un fossé profond s'étant creusé entre, au Nord, des communautés pastorales fortement militarisées et peu politisées et, au Sud, des communautés sédentaires peu armées mais fortement politisées.

Une grave question se pose à l'État-nation : que se passera-t-il si les populations du Nord se dotent d'une conscience politique ? Étant donné les tensions politiques croissantes, liées à l'incapacité de l'État de dépasser sa crise de pénétration, de distribution et d'intégration, toute éducation politique dans le Nord aura pour effet de leur donner des motifs pour contester leur intégration dans l'État et de demander leur autonomie.

Katumanga Musambayi

IFRA Nairobi

Texte traduit par Claire Médard

(12) Kenya Human Rights Commission, « The Forgotten People. Human Rights Violation in Moyale and Marsabit Districts », Nairobi, 1991, mimeo.